

SENATO DELLA REPUBBLICA

VII LEGISLATURA

(N. 624)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 29 marzo 1977
(V. Stampato n. 741)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)
di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia
(BONIFACIO)
e col Ministro della Marina Mercantile
(FABBRI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 4 aprile 1977*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sull'esercizio
della pesca nell'Atlantico del Nord, con Allegati, adottata
a Londra il 1° giugno 1967

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sull'esercizio della pesca nell'Atlantico del Nord, con Allegati, adottata a Londra il 1° giugno 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 16 della Convenzione stessa.

CONVENTION sur l'exercice de la pêche dans l'Atlantique Nord

Les Gouvernements de la Belgique, du Canada, du Danemark, de la République Française, de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Islande, de l'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, de la République Populaire de Pologne, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Désireux d'assurer l'ordre et la discipline sur les lieux de pêche dans la zone de l'Atlantique Nord,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

(1) La présente Convention s'applique aux eaux de l'Océan Atlantique, de l'Océan Arctique et de leurs mers tributaires qui sont définies avec plus de précision à l'Annexe I de la présente Convention.

(2) Au sens de la présente Convention

L'expression "bateau de pêche" signifie tout bateau utilisé à titre professionnel pour la capture du poisson.

Le terme "bateau" signifie tout bateau de pêche et tout bateau utilisé à titre professionnel à la transformation du poisson ou à la fourniture de matériel ou de services aux bateaux de pêche.

ARTICLE 2.

Rien, dans la présente Convention, ne peut être considéré comme portant atteinte aux droits, aux réclamations ou aux vues d'une Partie Contractante, en ce qui concerne les limites des eaux territoriales ou les limites nationales de pêche ou la juridiction d'un Etat riverain sur les pêcheries.

ARTICLE 3

(1) Les bateaux de pêche de chaque Partie Contractante sont enregistrés et marqués conformément à la réglementation interne de chaque Partie de façon à assurer leur identification en mer.

(2) L'autorité compétente de chaque Partie Contractante désigne une ou plusieurs lettres et une série de chiffres pour chaque port ou circonscription maritime.

(3) Chacune des Parties Contractantes établit une liste de ces lettres.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(4) Cette liste et toutes les modifications qui pourront y être apportées par la suite sont notifiées aux autres Parties Contractantes.

(5) Les dispositions de l'Annexe II de la Convention s'appliquent aux bateaux de pêche, à leurs embarcations et à leur matériel de pêche.

ARTICLE 4

(1) En plus des règles relatives aux signaux prescrites par le Règlement international pour prévenir les abordages en mer, les bateaux de pêche de chaque Partie Contractante se conforment aux dispositions de l'Annexe III de la présente Convention.

(2) Il est interdit d'utiliser d'autres feux ou signaux phoniques supplémentaires que ceux prévus à l'Annexe.

ARTICLE 5

Les filets, les lignes et autres engins mouillés en mer, ainsi que les filets ou les lignes dérivants, doivent être marqués de façon à signaler leur position et leur étendue. Le marquage doit être conforme aux dispositions de l'Annexe IV de la présente Convention.

ARTICLE 6

(1) Sous réserve de l'observation du Règlement international pour prévenir les abordages en mer, tous les bateaux doivent manœuvrer de manière à ne pas gêner les opérations des bateaux de pêche et à ne pas déranger les engins de pêche, et doivent se conformer aux dispositions de l'Annexe V de la présente Convention.

(2) En vue d'assurer l'application de ces dispositions, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent, de leur propre initiative, notifier aux autorités compétentes d'autres Parties Contractantes susceptibles d'être intéressées, les concentrations ou concentrations probables de bateaux de pêche ou d'engins de pêche dont elles ont connaissance; les Parties Contractantes qui reçoivent de telles notifications, prennent toutes dispositions pratiques pour en informer leurs bateaux. Les Officiers autorisés désignés en application de l'article 9 de la Convention peuvent également attirer l'attention des bateaux sur les engins disposés en mer.

ARTICLE 7

(1) Dans tout différend survenu entre les ressortissants de différentes Parties Contractantes au sujet d'un dommage causé à des engins, ou à des bateaux, du fait d'enchevêtrement d'engins, et en l'absence d'accord entre les Parties Contractantes relatif au règlement de ce différend, la procédure suivante est applicable:

A la demande de la Partie Contractante de la nationalité du plaignant, chacune des Parties Contractantes concernées désigne une

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

commission d'enquête ou toute autre autorité appropriée pour instruire la réclamation. Ces commissions ou autres autorités examinent les faits et s'efforcent d'aboutir à un règlement.

(2) Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits des plaignants de poursuivre leur action en dommages et intérêts par les voies de droit ordinaires.

ARTICLE 8

(1) Chaque Partie Contractante s'engage à prendre les mesures appropriées en vue de mettre en vigueur et de faire observer les dispositions de la présente Convention à l'égard de ses bateaux et de leurs engins.

(2) A l'intérieur de la zone de pêche soumise à sa juridiction, l'Etat riverain est responsable de la mise en vigueur et de l'observation des dispositions de la présente Convention.

(3) A l'intérieur de cette zone, l'Etat riverain peut prévoir des règles spéciales et des exemptions à l'une quelconque des règles des Annexes II à V de la présente Convention, pour les bateaux ou engins qui, en raison de leurs dimensions ou de leur type, n'opèrent ou ne sont utilisés que dans ses eaux côtières, à la condition qu'il n'en résulte aucune discrimination ni en droit ni en fait à l'encontre des bateaux des autres Parties Contractantes ayant le droit de pêcher dans ces eaux. Avant d'établir de telles règles ou exemptions spéciales en application des dispositions du présent paragraphe, pour des zones à l'intérieur desquelles opèrent des bateaux de pêche étrangers, une Partie Contractante doit informer de son intention les Parties Contractantes concernées et les consulter si celles-ci le désirent.

ARTICLE 9

(1) En vue de faciliter l'application de la Convention, les dispositions du présent article et de l'Annexe VI de ladite Convention sont applicables en dehors des limites nationales de pêche.

(2) L'expression "Officiers autorisés" signifie les Officiers que les Parties Contractantes peuvent désigner au titre des présentes dispositions.

(3) Toute Partie Contractante, à la demande d'une autre Partie Contractante, notifie à cette dernière les noms des Officiers autorisés qu'elle a désignés au titre des présentes dispositions, ou les noms des bâtiments à bord desquels ils sont embarqués.

(4) Les Officiers autorisés veillent à l'application des dispositions de la Convention, enquêtent, et rendent compte des cas d'infractions à ces dispositions, s'informent dans les cas de dommages, appellent s'il y a lieu l'attention des patrons des bateaux des Partie Contractantes sur les dispositions de la Convention, et coopèrent à ces fins avec les Officiers autorisés des autres Parties Contractantes.

(5) Lorsqu'un Officier autorisé a lieu de croire qu'un bateau d'une Partie Contractante quelconque ne respecte pas les dispositions de la Convention, il peut procéder à l'identification du bateau, s'efforcer d'ob-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tenir de ce bateau les renseignements nécessaires et établir un rapport. Si le cas est suffisamment sérieux, il peut donner l'ordre au bateau de stopper et, s'il apparaît nécessaire de vérifier les faits, monter à bord pour enquêter et établir un rapport.

(6) Si un Officier autorisé a lieu de croire qu'un bateau ou ses engins ont causé un dommage à un autre bateau ou à ses engins et que cet incident est dû à une infraction à la Convention, il peut, dans les conditions indiquées au paragraphe précédent, donner à tout bateau concerné l'ordre de stopper et monter à bord pour enquêter et établir un rapport.

(7) Les Officiers autorisés ne doivent pas donner à un bateau de pêche l'ordre de stopper pendant que celui-ci est en train de pêcher, de mettre à l'eau ou de remonter ses filets, sauf en cas d'urgence pour éviter des avaries à d'autres bateaux ou engins.

(8) Les Officiers autorisés ne poursuivent pas leurs enquêtes plus loin qu'il n'est nécessaire pour vérifier s'il y a eu infraction aux dispositions de la Convention, ou, s'ils estiment qu'il y a eu infraction, pour obtenir des renseignements sur les faits, et ils se comportent en toute occasion de manière à intervenir et à gêner les bateaux le moins possible.

(9) Lorsque des bateaux ou des engins de pêche ont été endommagés, les Officiers autorisés peuvent offrir de concilier en mer les intéressés, et, avec le consentement des Parties en cause, les aider à parvenir à un règlement.

A la demande des Parties en cause, les Officiers autorisés dressent un acte constatant les termes du règlement intervenu.

(10) La résistance opposée par un bateau aux prescriptions d'un Officier autorisé est considérée comme résistance à l'autorité nationale dont dépend ce bateau.

(11) Les Parties Contractantes prennent en considération les rapports des Officiers autorisés étrangers, établis en application des présentes dispositions, et donnent suite à ces rapports, de la même façon que s'ils émanraient de leurs propres Officiers. Les dispositions du présent paragraphe n'imposent à une Partie Contractante aucune obligation de donner au rapport d'un Officier autorisé étranger une force probante supérieure à celle que ce rapport aurait dans le pays de l'officier dont il émane. Les Parties Contractantes coopèrent pour faciliter les procédures judiciaires ou autres, entamées sur la base du rapport établi par un Officier autorisé en application de la présente Convention.

(12) Les Officiers autorisés n'exercent pas leur pouvoir de monter à bord d'un bateau d'une autre Partie Contractante si un Officier autorisé de cette Partie Contractante est disponible et se trouve en mesure de le faire lui-même.

ARTICLE 10

(1) Toute Partie Contractante peut proposer des amendements aux Articles de la présente Convention. Le texte de toute proposition d'amendement est adressé au Gouvernement dépositaire qui en transmet des

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

copies à toutes les Parties Contractantes et aux Gouvernements signataires. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour qui suit son acceptation par toutes les Parties Contractantes.

(2) A la demande du quart des Parties Contractantes, le Gouvernement dépositaire convoque une réunion des Parties Contractantes pour examiner s'il y a lieu d'amender les articles de la présente Convention. Les amendements sont adoptés à l'unanimité au cours de cette réunion, sont notifiés par le Gouvernement dépositaire à toutes les Parties Contractantes, et entrent en vigueur le trentième jour après leur acceptation par toutes les Parties Contractantes.

(3) Les notifications d'acceptation de ces amendements sont adressées au Gouvernement dépositaire.

ARTICLE 11

(1) Toute Partie Contractante peut proposer des amendements aux Annexes de la présente Convention. Le texte de toute proposition d'amendement est adressé au Gouvernement dépositaire, qui en transmet des copies à toutes les Parties Contractantes et aux Gouvernements signataires. Le Gouvernement dépositaire informe toutes les Parties Contractantes de la date à laquelle il a reçu les notifications d'acceptation d'un amendement par les deux-tiers des Parties Contractantes. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties Contractantes le cent cinquantième jour après cette date, à moins que, dans un délai de cent vingt jours à partir de ladite date, une Partie Contractante ne notifie au Gouvernement dépositaire son opposition à l'amendement, auquel cas l'amendement n'entre pas en vigueur.

(2) A la demande de trois Parties Contractantes, le Gouvernement dépositaire convoque une réunion des Parties Contractantes pour examiner s'il y a lieu d'amender les Annexes de la présente Convention. Un amendement adopté à cette réunion par les deux-tiers des Parties Contractantes représentées est notifié par le Gouvernement dépositaire à toutes les Parties Contractantes, et entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties Contractantes le deux cent dixième jour après la date de cette notification, à moins que dans les cent quatre-vingts jours à partir de la date de la notification, une Partie Contractante ne notifie au Gouvernement dépositaire son opposition à l'amendement, auquel cas l'amendement n'entre pas en vigueur.

ARTICLE 12

Les Parties Contractantes notifient au Gouvernement dépositaire les noms des autorités compétentes qu'elles ont désignées en application des dispositions pertinentes de la présente Convention. Le Gouvernement dépositaire informe les Parties Contractantes de toutes ces notifications.

ARTICLE 13

(1) Tout litige entre deux ou plusieurs Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation, est, à la demande de l'une des Parties intéressées, soumis à l'arbitrage.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(2) La demande d'arbitrage précise l'objet de la réclamation soumise à l'arbitrage et expose succinctement les motifs sur lesquels elle se fonde.

(3) A moins que les Parties au litige n'en conviennent autrement, lesdites Parties désignent chacune un membre de la Commission d'arbitrage et choisissent d'un commun accord un membre supplémentaire pour en assumer la présidence. La Commission d'arbitrage statue sur les affaires qui lui sont soumises à la majorité simple, et ses décisions sont obligatoires pour les Parties. Les autres modalités de la procédure sont fixées par accord spécial entre les Parties.

(4) Par dérogation aux dispositions du paragraphe (3), les Parties peuvent convenir de soumettre le litige à l'arbitrage selon une autre procédure en vigueur entre elles.

(5) Si, dans les six mois qui suivent la date d'une demande d'arbitrage, les Parties n'ont pu se mettre d'accord sur l'organisation de celui-ci, l'une quelconque des Parties intéressées peut soumettre le litige (au sens du paragraphe (1)) à la Cour Internationale de Justice par voie de requête conforme aux statuts de la Cour.

(6) Par dérogation aux dispositions du paragraphe (1), les Parties peuvent convenir de soumettre directement le litige à la Cour Internationale de Justice.

ARTICLE 14

(1) Sauf dans les cas prévus aux paragraphes (2) et (3) ci-dessous et au paragraphe (3) de l'Article 17, aucune réserve ne peut être faite à la présente Convention sans l'accord des Parties Contractantes et des Gouvernements signataires. Un an après l'entrée en vigueur de la Convention, seul l'accord des Parties Contractantes est requis.

(2) Au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation ou de l'adhésion, tout Etat peut faire une réserve à l'Article 13 de la présente Convention.

(3) Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'approbation ou de l'adhésion, faire une réserve aux paragraphes (5) et (6) de l'Article 9 à l'égard d'une ou de plusieurs Parties Contractantes ou Gouvernements signataires.

(4) Toute Partie Contractante qui a fait une réserve conformément aux paragraphes précédents ou au paragraphe (3) de l'article 17 peut à tout moment retirer cette réserve en adressant à cet effet une communication au Gouvernement dépositaire.

ARTICLE 15

La présente Convention sera ouverte à la signature, à Londres, du 1^{er} juin au 30 novembre 1967. Elle sera soumise à ratification ou à approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés le plus rapidement possible auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

ARTICLE 16

(1) La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt dixième jour qui suivra la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'approbation.

(2) Par la suite, la Convention entrera en vigueur pour chaque Etat le quatre-vingt dixième jour qui suivra la date de dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

ARTICLE 17

(1) Après l'entrée en vigueur de la Convention, tout Etat qui ne l'a pas encore signée peut y adhérer à tout moment, sous réserve de l'accord des trois-quarts des Parties Contractantes et Gouvernements signataires. Un an après l'entrée en vigueur de la Convention, seul l'accord des trois-quarts des Parties Contractantes est requis.

(2) L'adhésion s'effectue par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Convention entre en vigueur, pour chaque Etat qui y adhère, le quatre-vingt dixième jour suivant le dépôt de son instrument d'adhésion.

(3) Avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard d'un Etat qui y adhère en vertu du présent Article, une Partie Contractante peut à tout moment formuler une réserve aux paragraphes (5) et (6) de l'article 9 à l'égard de cet Etat.

ARTICLE 18

(1) Toute Partie Contractante peut, à l'occasion du dépôt de son instrument de ratification, d'approbation ou d'adhésion, ou à une date ultérieure quelconque, étendre la présente Convention par voie de déclaration adressée au Gouvernement dépositaire, à tout territoire ou tous territoires dont cette Partie Contractante assure les relations internationales. Les dispositions de la présente Convention entrent en vigueur pour ce ou ces territoires soit le quatre-vingt dixième jour après réception de cette déclaration, soit à la date à laquelle la Convention entre en vigueur conformément au paragraphe (1) de l'Article 16, selon celle des deux dates qui est la plus éloignée.

(2) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent peut être annulée à l'égard d'un territoire quelconque mentionné par cette déclaration, selon la procédure prévue à l'Article 19.

ARTICLE 19

A tout moment après l'expiration de la quatrième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe (1) de l'article 16, toute Partie Contractante peut la dénoncer par voie de notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire. Toute notification de cette nature prend effet douze mois après la date de sa réception. La Convention demeure en vigueur entre les autres Parties.

ARTICLE 20

A son entrée en vigueur la présente Convention sera enregistrée par les soins du Gouvernement dépositaire auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Londres le premier juin 1967 en langue française et anglaise, chaque texte faisant également foi, en un seul exemplaire original, qui sera déposé aux archives du Gouvernement de Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, lequel en transmettra une copie certifié conforme à chacun des Gouvernements signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement de la Belgique:

J. V. D. BOSCH

Pour le Gouvernement du Canada:

G. S. A. RITCHIE

Pour le Gouvernement du Danemark:

ERLING KRISTIANSEN

Pour le Gouvernement de la République Française:

G. DE COURCEL

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

BLANKENHORN

Pour le Gouvernement de l'Islande:

GUDM. I. GUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement de l'Irlande:

J. G. MOLLOY

Pour le Gouvernement de l'Italie:

GASTONE GUIDOTTI

Pour le Gouvernement du Luxembourg:

*Pour le Gouvernement des Pays-Bas,
for the Kingdom in Europe:*

D. W. VAN LYNDEN

Pour le Gouvernement de la Norvège:

ARNE SKAUG

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne:

The Government of the Polish People's Republic does not consider itself bound by the provisions of Article 13, which state that any dispute between two or more Contracting Governments in respect of the interpretation or application of the Convention may, at the request of any of the parties to the dispute, be submitted to arbitration or placed before the International Court of Justice for settlement. The Government of the Polish People's Republic states that submitting the dispute to arbitration as well as placing it before the International Court of Justice requires the consent of all parties concerned in the dispute in each individual case.

The Government of the Polish People's Republic does not consider itself bound by the provisions of Article 9, paragraphs 5 and 6 of the Convention relating to those signatory and Contracting Governments with whom the Polish People's Republic has no diplomatic relations.

M. FILA

Pour le Gouvernement du Portugal:

MANUEL ROCHETA

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

With reservations in respect of paragraph 5 of Article 13 and paragraphs 5 and 6 of Article 9, applicable to all Contracting Parties and signatory Governments, as also to those Governments which shall in future accede to the Convention in accordance with Article 17 thereof.

SANTA CRUZ

Pour le Gouvernement de la Suède:

Sous réserve de ratification avec l'assentiment du Riksdag.

GUNNAR FAGRELL

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Оговорка к статье 13:

Правительство Союза Советских Социалистических Республик считает, что передача любого спора между двумя или более Договаривающимися Сторонами относительно толкования или применения Конвенции в Международный Суд может иметь место только с согласия всех Договаривающихся Сторон, участвующих в споре.

A. ISKOV

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

GEORGE BROWN

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique:

RAYMUND T. YINGLING

ANNEXE I

ZONE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention s'applique aux eaux de l'Océan Atlantique, de l'Océan Arctique, et de leurs mers tributaires situées à l'extérieur de la ligne de base de la mer territoriale et comprises dans la zone délimitée:

(a) au Sud, par une ligne tirée droit vers l'Ouest le long du 36° de latitude Nord jusqu'au 42° de longitude Ouest, de là droit vers le Sud jusqu'au 35° de latitude Nord, et de là droit vers l'Ouest le long du 35° de latitude Nord;

(b) à l'Ouest, par une ligne tirée vers le Sud, à partir d'un point situé sur la Côte du Groenland au 78° 10' de latitude Nord jusqu'à un point situé au 75° de latitude Nord et 73° 30' de longitude Ouest; de là, le long d'une ligne de rhumb jusqu'à un point situé au 69° de latitude Nord et au 59° de longitude Ouest; de là droit vers le Sud jusqu'au 61° de latitude Nord; de là droit vers l'Ouest jusqu'au 64° 30' de longitude Ouest; de là droit vers le Sud jusqu'à la côte du Labrador; et de là vers le Sud le long de la côte de l'Amérique du Nord;

(c) à l'Est, par le 51° de longitude Est, mais à l'exclusion de:

(i) la Mer Baltique et les Belts situés au Sud et à l'Est de lignes tirées de Hasenore Head à Gníben Point et de Gilbierg Head à Kullen; et

(ii) la Mer Méditerranée et ses mers tributaires jusqu'au méridien de 5° 36' de longitude Ouest.

ANNEXE II

IDENTIFICATION ET MARQUAGE DES BATEAUX DE PECHE
ET ENGINS DE PECHE

RÈGLE 1

(1) La ou les lettres de la circonscription maritime ou port dans lequel chaque bateau de pêche est immatriculé ainsi que son numéro d'immatriculation sont peints sur les deux côtés à l'avant du bateau et peuvent aussi être peints sur la partie supérieure du bateau de façon à être clairement visibles pour un observateur aérien.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(2) Le nom du bateau de pêche, s'il en a un, et le nom de la circonscription maritime ou du port dans lequel il est immatriculé sont peints sur le bateau, de manière à être clairement visibles.

(3) Les noms, lettres et numéros inscrits sur un bateau ont des dimensions suffisantes pour être facilement reconnus; il est interdit de les effacer, de les modifier, de les rendre illisibles, de les recouvrir ou de les dissimuler.

(4) Les embarcations et, lorsque cela est praticable, tout le matériel de pêche, sont marqués de la ou des lettres et du numéro du bateau auquel ils appartiennent. La propriété des filets ou autre matériel de pêche peut être précisée par des marques particulières.

RÈGLE 2

(1) Chaque bateau de pêche doit avoir à bord une pièce officielle, dressée par les autorités compétentes de son pays, comportant le nom du bateau s'il en a un, sa description, sa nationalité, sa ou ses lettres d'immatriculation et le nom ou les noms ou la raison sociale de son propriétaire.

(2) Chaque bateau de pêche doit avoir à bord un pavillon national en bon état qui sera exhibé à la requête des autorités compétentes.

(3) Il est interdit de dissimuler de quelque manière que ce soit la nationalité d'un bateau de pêche.

ANNEXE III

SIGNAUX SUPPLEMENTAIRES A UTILISER
PAR LES BATEAUX DE PECHE

RÈGLE 1

Généralités

(1) Les règles de la présente Annexe sont destinées à éviter les dommages aux engins de pêche ou les accidents au cours des opérations de pêche; elles n'affectent en rien les dispositions du Règlement International pour prévenir les abordages en mer qui doivent être appliquées lorsqu'il y a lieu.

(2) Les feux définis par les présentes Règles sont utilisés par tous les temps, du couver au lever du soleil lorsque les bateaux pêchent en flotte. Ces feux peuvent également être montrés du lever au couver du soleil, en cas de visibilité réduite et en toutes autres circonstances qui le rendraient nécessaire. Dans les cas prévus ci-dessus il est interdit de montrer d'autres feux sauf ceux prescrits par le Règlement International pour prévenir les abordages en mer et ceux qui ne peuvent pas être confondus avec les feux réglementaires ou qui n'altèrent pas leur visibilité ni leur caractère distinctif, ou encore qui ne peuvent pas nuire à l'exercice d'une veille adéquate.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(3) Aux fins des présentes règles, les termes employés ont la même signification que celle qui figure dans le Règlement International pour prévenir les abordages en mer, excepté celui de "bateau de pêche" qui a le sens défini par l'article 1 (2) de la Convention.

(4) Les feux mentionnés dans la présente Annexe doivent être placés aux endroits où ils sont le plus visibles. Ils doivent être séparés par un intervalle d'au moins 3 pieds (0,92 m.) mais à un niveau plus bas que les feux prescrits par la Règle 9 (c) (i) et (d) du Règlement international pour prévenir les abordages en mer de 1960. Ils doivent être visibles, autant que possible sur tout l'horizon, et à une distance d'au moins un mille, et leur intensité doit être inférieure à celle des feux prescrits par la Règle 9 (b) dudit Règlement.

RÈGLE 2

Signaux pour la pêche au chalut et aux filets dérivants

(1) Les bateaux de pêche en train de chaluter avec des filets de fond ou pélagiques, montrent:

(i) Lorsqu'ils mettent leur chalut à l'eau:

deux feux blancs verticaux superposés;

(ii) Lorsqu'ils remontent leur chalut:

un feu blanc placé à la verticale au-dessus d'un feu rouge;

(iii) Lorsque le chalut est accroché par un obstacle:

deux feux rouges verticaux superposés.

(2) Les bateaux de pêche se livrant à la pêche aux filets dérivants peuvent arborer les feux prescrits au Paragraphe (1) ci-dessus.

(3) Les bateaux de pêche se livrant au chalutage à deux montrent:

(i) de jour, le pavillon « T » — « N'approchez pas. Je suis en train de chaluter à deux », hissé au mât avant;

(ii) de nuit, un projecteur éclairant vers l'avant et en direction de l'autre bateau de couple;

(iii) Lorsqu'ils mettent leurs filets à l'eau ou les remontent ou lorsque leurs filets sont retenus par un obstacle: les feux prescrits au Paragraphe (1) ci-dessus.

(4) Les bateaux de pêche d'une longueur inférieure à 65 pieds (19,80 m.) peuvent être exemptés de l'application des dispositions de la présente Règle. Toutes ces exceptions et les zones les plus fréquentées par les bateaux de pêche exemptés, font l'objet d'une notification aux autorités compétentes des Parties Contractantes susceptibles d'être concernées.

RÈGLE 3

Signaux lumineux pour pêche à la grande senne

(1) Les navires en train de pêcher à la senne montrent deux feux oranges verticaux superposés. Ces feux s'allument alternativement environ une fois par seconde de sorte que le feu inférieur soit éteint

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

lorsque le feu supérieur est allumé et vice versa. Ces feux ne sont montrés que lorsque la liberté de manœuvre d'un bateau des gêne par ses engins de pêche, de façon à avertir les autres bateaux qu'ils ont à se tenir à l'écart.

(2) Les bateaux de pêche d'une longueur inférieure à 85 pieds (25,90 m.) peuvent être exemptés de l'application des dispositions de la présente Règle. Toutes ces exceptions et les zones les plus fréquentées par les bateaux de pêche exemptés, font l'objet d'une notification aux autorités compétentes des Parties Contractantes susceptibles d'être concernées.

RÈGLE 4

Signaux phoniques

Il est interdit d'utiliser d'autres signaux phoniques que ceux prescrits par le Règlement international pour prévenir les abordages en mer et par le Code international des signaux.

ANNEXE IV

MARQUAGE DES FILETS, DES LIGNES
ET AUTRES ENGINS DE PECHE

RÈGLE 1

Engins mouillés en mer

(1) Les filets, lignes, et autres engins de pêche mouillés en mer, sont balisés à leurs extrémités, de jour, au moyen de bouées à pavillon ou à réflecteurs radar; de nuit, au moyen de bouées lumineuses permettant de repérer leur position et leur étendue. Ces bouées lumineuses doivent être visibles à une distance d'au moins deux milles par bonne visibilité.

(2) De jour une bouée située à l'extrémité Ouest (l'Ouest étant repéré dans les deux quadrants Sud-Ouest et Nord-Ouest de la boussole, Nord compris) d'un engin déployé à l'horizontale dans la mer porte deux pavillons placés l'un au-dessus de l'autre ou bien un pavillon et un réflecteur radar; la bouée située à l'extrémité Est (l'Est étant repéré dans les deux quadrants Nord-Est et Sud-Est de la boussole, Sud compris) porte un pavillon ou un réflecteur radar. De nuit, la bouée située à l'extrémité Ouest porte deux feux blancs et la bouée située à l'extrémité Est un seul feu blanc. Une bouée supplémentaire comportant, le jour, un pavillon ou un réflecteur radar et la nuit, un feu blanc, peut être placée de 70 à 100 mètres de distance de chaque bouée d'extrémité afin d'indiquer la direction de l'engin.

(3) Les engins qui s'étendent sur une distance supérieure à un mille sont balisés par des bouées supplémentaires placées à des intervalles d'un mille au plus, de sorte que toute partie d'un engin s'étendant jusqu'à un mille ou au-delà soit signalée. De jour, chaque

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

bouée est munie d'un pavillon ou d'un réflecteur radar; de nuit, le plus grand nombre possible de bouées sont munies d'un feu blanc. La distance entre deux bouées lumineuses délimitant un même engin de pêche ne doit en aucun cas excéder deux milles.

(4) L'extrémité d'un engin fixée à un bateau de pêche n'a pas besoin d'être balisée.

(5) Le mât de pavillon d'une bouée s'élève à au moins deux mètres au-dessus de la bouée.

RÈGLE 2

Engins dérivants

(1) Les filets ou les lignes qui dérivent en mer sont balisés à chaque extrémité et à des intervalles ne dépassant pas 2 milles, au moyen de bouées munies d'un mât s'élevant à au moins deux mètres au-dessus de la bouée. Le mât porte, de jour, un pavillon ou un réflecteur radar; et de nuit, un feu blanc visible à une distance d'au moins 2 milles par bonne visibilité.

(2) Il n'est pas nécessaire de baliser par une bouée l'extrémité d'un engin fixée à bateau de pêche.

ANNEXE V

REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DES BATEAUX

RÈGLE 1

Sous réserve de l'observation du Règlement International pour prévenir les abordages en mer, tous les bateaux doivent manœuvrer de manière à ne pas gêner les opérations des bateaux de pêche et à ne pas déranger leurs engins.

RÈGLE 2

Les bateaux qui arrivent sur des lieux de pêche où des bateaux de pêche sont déjà en train de pêcher ou ont disposé leurs engins à cet effet, doivent se renseigner sur la position et sur l'étendue des engins déjà mis à la mer, et ne doivent pas se placer ou disposer leurs engins de pêche de manière à gêner ou à entraver les activités de pêche déjà en cours.

RÈGLE 3

Il est interdit à un bateau de mouiller ou de stationner dans des endroits où la pêche est en cours, si cela peut gêner les opérations de pêche, sauf en cas de nécessité pour ses propres opérations de pêche ou par suite d'un accident ou d'autres circonstances de force majeure.

RÈGLE 4

Sauf en cas de force majeure, il est interdit aux bateaux de jeter à la mer des objets ou des matières susceptibles de nuire à la pêche ou aux poissons ou d'endommager les engins ou les bateaux de pêche.

RÈGLE 5

Il est défendu aux bateaux d'utiliser ou d'avoir à bord des explosifs destinés à la pêche du poisson.

RÈGLE 6

Afin d'éviter de les endommager, les chalutiers ou autres bateaux de pêche dont les engins sont en action, doivent prendre toutes les mesures possibles pour éviter les filets, lignes ou autres engins, qui ne sont pas remorqués.

RÈGLE 7

(1) Lorsque des filets appartenant à des bateaux de pêche se trouvent emmêlés les uns aux autres, il est interdit de les sectionner sans le consentement des parties intéressées, à moins qu'il soit impossible de les dégager autrement.

(2) Lorsque les lignes de plusieurs bateaux en train de pêcher se trouvent emmêlées, le bateau qui remonte les lignes ne les coupera que s'il n'est pas possible de les dégager autrement. En pareil cas, les lignes qui ont été coupées sont, dans toute la mesure du possible, raccordées immédiatement.

(3) Sauf en cas de sauvetage et dans les cas mentionnés aux deux paragraphes précédents, il est interdit à tout pêcheur de couper, crocheter ou soulever les filets, lignes ou autres engins qui ne lui appartiennent pas ou de s'y amarrer.

(4) Un bateau qui accroche ou dérange de quelque autre manière un engin qui ne lui appartient pas, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire au minimum les dommages qui pourraient être causés à l'engin. Le bateau de pêche auquel l'engin appartient doit, de son côté, éviter toute action risquant d'aggraver le dommage.

ANNEXE VI

REGLES APPLICABLES AUX OFFICIERS AUTORISES

(1) Tout Officier autorisé doit être porteur d'un document d'identité rédigé en français et en anglais ainsi que dans la langue de l'Officier autorisé si celle-ci est différente. Ce document est d'un modèle approuvé par les Parties Contractantes sur proposition du Gouvernement dépositaire.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(2) Pour donner l'ordre de stopper, les Officiers autorisés utilisent le signal correspondant du Code International des Signaux.

(3) En montant à bord d'un bateau, tout Officier autorisé exhibe la pièce officielle justifiant sa qualité.

(4) En montant à bord d'un bateau, tout Officier autorisé peut demander au patron de celui-ci de produire la pièce mentionnée à la Règle 2 (1) de l'Annexe II. Mention de cette exhibition est faite immédiatement par l'Officier autorisé soit sur la pièce produite, soit sur un autre document de bord officiel.

(5) Chaque fois qu'un Officier autorisé monte à bord d'un bateau, il établit un rapport sur le modèle prévu par l'Appendice indiquant les circonstances dans lesquelles il a été amené à monter à bord et les renseignements qu'il a obtenus.

(6) Le rapport est rédigé dans la langue de l'Officier autorisé et montré au patron du bateau visité afin que celui-ci puisse ajouter dans sa propre langue telle remarque que, lui-même ou un membre de son équipage souhaiterait faire. L'Officier autorisé signe le rapport en présence du patron et lui en donne une copie. Une autre copie est envoyée à l'autorité compétente du pays de la nationalité du bateau visité. Dans le cas où un dommage a été commis, des copies du rapport sont également communiquées aux autorités compétentes des autres Parties intéressées.

(7) Lorsqu'un Officier autorisé constate qu'un bateau contrevient aux dispositions de la Convention, il peut en rendre compte aux autorités compétentes du pays de la nationalité du bateau, après s'être efforcé de prévenir le bateau en question par signaux ou par tout autre moyen de communication de son intention de signaler l'infraction. S'il donne l'ordre à un bateau de stopper mais ne monte pas à bord, il rend compte à l'autorité compétente du pays de la nationalité du bateau.

(8) Les navires ayant des Officiers autorisés à bord, qui peuvent être des bateaux au sens du paragraphe (2) de l'Article 1, arborent une marque ou un pavillon spécial. Cette marque ou ce pavillon spécial sont d'un modèle approuvé par les Parties Contractantes sur proposition du Gouvernement dépositaire. Les Officiers autorisés n'exercent leurs pouvoirs en application des dispositions des paragraphes (5) et (6) de l'Article 9 et n'entrent en communication avec les bateaux qu'à partir de bâtiments de surface.

APPENDICE

RAPPORT PRESCRIT PAR LE PARAGRAPHE 5 DE L'ANNEXE VI
DE LA CONVENTION*(Rayer toutes mentions inutiles)*

OFFICIER AUTORISÉ

(A remplir en caractères d'imprimerie)

1. Nom et nationalité.
2. Nom du bâtiment à bord duquel il est embarqué.

POSITION, DATE ET HEURE DE L'INCIDENT

- 3.

DISPOSITIONS DE LA CONVENTION EN CAUSE

- 4.

RENSEIGNEMENTS SUR CHAQUE BATEAU EN CAUSE

D'ordre général

5. Nationalité.
 6. Nom et numéro d'enregistrement du bateau
 7. Nom du patron.
 8. Nom et adresse de l'armateur.
 9. Position du bateau, date, et heure à laquelle l'Officier autorisé est monté à bord.
- A remplir en caractères d'imprimerie*

Au moment de l'incident

10. Engins de pêche utilisés.
11. Le bateau était stoppé, mouillé; sinon, direction et vitesse approximatives.
12. Signaux ou feux arborés, signaux sonores émis.
13. Avertissements donnés à l'autre bateau (ou aux autres bateaux).
14. Direction dans laquelle l'engin était mis à l'eau ou se trouvait placé.
15. Etendue horizontale de l'engin à partir du bateau.

CONDITIONS AU MOMENT DE L'INCIDENT

16. Visibilité.
17. Force et direction du vent.
18. Etat de la mer et de la marée; direction et force des courants.
19. Autres éléments.
20. Décrire, le cas échéant à l'aide d'un croquis, les positions relatives des bateaux et engins.
21. Marquage de tout engin mouillé ou dérivant en cause.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

22. Description détaillée de l'engin perdu ou endommagé, y compris son état.
23. Compte-rendu détaillé de l'incident.
24. Observations de l'Officier autorisé.
25. Déclarations des témoins.
26. Déclarations des patrons des bateaux en cause.
27. Mention des photographies prises et de leurs sujets (les photographies seront jointes au rapport soumis à l'autorité nationale du bateau).

Signature de l'Officier autorisé

Le rapport ci-dessus a été rédigé et signé en notre présence par l'Officier autorisé.

Signatures des Patrons des bateaux

Signatures des Témoins

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE
per il regolamento della pesca nell'Atlantico del Nord**

I Governi del Belgio, Canada, Danimarca, Repubblica Francese, Repubblica Federale di Germania, Islanda, Irlanda, Italia, Lussemburgo, Paesi Bassi, Norvegia, Repubblica Popolare di Polonia, Portogallo, Spagna, Svezia, Stati Uniti d'America, URSS, Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord,

Desiderosi di assicurare l'ordine e la disciplina nei luoghi di pesca nella zona dell'Atlantico del Nord,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

1) La presente Convenzione si applica alle acque dell'Oceano Atlantico, dell'Oceano Artico e dei loro mari tributari che sono definite più dettagliatamente nell'Allegato I della presente Convenzione.

2) Ai fini della presente Convenzione:

Per « battello da pesca » s'intende qualsiasi battello utilizzato a titolo professionale per la cattura del pesce.

Per « battello » s'intende qualsiasi battello da pesca e qualsiasi battello utilizzato a titolo professionale per la trasformazione del pesce o per la fornitura di materiale o servizi ai battelli da pesca.

ARTICOLO 2.

Nulla, nella presente Convenzione, può essere considerato come pregiudicante i diritti, le rivendicazioni o i pareri di una Parte Contraente, per quanto concerne i limiti delle acque territoriali o i limiti nazionali di pesca o la giurisdizione di uno Stato rivierasco sulla pesca.

ARTICOLO 3.

1) I battelli da pesca di ciascuna Parte Contraente sono registrati e contrassegnati in conformità con la regolamentazione interna di ciascuna Parte in modo da assicurare la loro identificazione in mare.

2) L'autorità competente di ciascuna Parte Contraente sceglie una o più lettere e una serie di cifre per ogni porto o circoscrizione marittima.

3) Ciascuna delle Parti Contraenti compila una lista di tali lettere.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Detta lista e tutte le eventuali modifiche apportate successivamente vengono notificate alle altre Parti Contraenti.

5) Le disposizioni dell'Allegato II della Convenzione si applicano ai battelli da pesca, alle loro imbarcazioni e al loro materiale da pesca.

ARTICOLO 4.

1) Oltre che alle norme relative ai segnali prescritti dal Regolamento internazionale per prevenire gli abbordi in mare, i battelli da pesca di ciascuna Parte Contraente si conformeranno alle disposizioni dell'Allegato III della presente Convenzione.

2) È proibito l'uso di fanali o segnali sonori supplementari diversi da quelli previsti nell'Allegato.

ARTICOLO 5.

Le reti, le lenze e altri strumenti posti in mare, nonché le reti o le lenze derivanti devono essere contrassegnati in modo da segnalare la loro posizione e la loro estensione. Il contrassegno deve essere conforme alle disposizioni dell'Allegato IV della presente Convenzione.

ARTICOLO 6.

1) Fermo restando il rispetto del Regolamento internazionale per prevenire gli abbordi in mare, tutti i battelli devono manovrare in modo da non intralciare le operazioni dei battelli da pesca e da non danneggiare gli strumenti da pesca, e devono conformarsi alle disposizioni dell'Allegato V della presente Convenzione.

2) Al fine di assicurare l'applicazione di tali disposizioni, le autorità competenti delle Parti Contraenti possono, di loro propria iniziativa, notificare alle autorità competenti di altre Parti Contraenti che potrebbero esservi interessate le concentrazioni o le probabili concentrazioni di battelli da pesca o di strumenti da pesca di cui esse siano a conoscenza; le Parti Contraenti che ricevono tali notifiche, adotteranno tutte le disposizioni pratiche per informarne i loro battelli. Gli Ufficiali autorizzati designati in applicazione dell'Articolo 9 della Convenzione potranno anche attirare l'attenzione dei battelli sugli strumenti posti in mare.

ARTICOLO 7.

1) In qualsiasi controversia sorta fra cittadini di differenti Parti Contraenti a proposito di un danno causato a strumenti o a battelli, a seguito di aggrovigliamento di strumenti, e in mancanza di accordo fra le Parti Contraenti circa il regolamento di tale controversia, si applicherà la procedura seguente:

A richiesta della Parte Contraente di cui il querelante ha la nazionalità, ciascuna delle Parti Contraenti interessate designa una commissione d'inchiesta o una qualsiasi altra autorità competente per istruire il reclamo. Dette commissioni o altre autorità esaminano i fatti e cercano di addivenire a una composizione.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Tali disposizioni non pregiudicano i diritti dei querelanti di intentare una loro azione per risarcimento danni attraverso le vie ordinarie del diritto.

ARTICOLO 8.

1) Ciascuna Parte Contraente s'impegna ad adottare le misure appropriate al fine di mettere in vigore e di far rispettare le disposizioni della presente Convenzione nei riguardi dei suoi battelli e dei loro strumenti.

2) All'interno della zona di pesca sottoposta alla sua giurisdizione, lo Stato rivierasco è responsabile della messa in vigore e del rispetto delle disposizioni della presente Convenzione.

3) All'interno di detta zona, lo Stato rivierasco può contemplare delle norme speciali e delle esenzioni da una qualsiasi delle norme degli Allegati da II a V della presente Convenzione, per i battelli o strumenti che, per le loro dimensioni o loro tipo, operano o sono utilizzati soltanto nelle sue acque costiere, a condizione che non ne derivi alcuna discriminazione né di diritto né di fatto nei confronti dei battelli delle altre Parti Contraenti aventi il diritto di pescare nelle dette acque. Prima di stabilire tali norme o esenzioni speciali in applicazione delle disposizioni del presente paragrafo, per delle zone all'interno delle quali operano battelli da pesca stranieri, una Parte Contraente deve informare di tale sua intenzione le Parti Contraenti interessate e consultarle se queste lo desiderano.

ARTICOLO 9.

1) In vista di facilitare l'applicazione della Convenzione, le disposizioni del presente articolo e dell'Allegato VI della Convenzione stessa sono applicabili al di fuori dei limiti nazionali di pesca.

2) Per « Ufficiali autorizzati » s'intendono gli Ufficiali che le Parti Contraenti possono designare ai sensi delle presenti disposizioni.

3) Ogni Parte Contraente, a richiesta di un'altra Parte Contraente, notifica a quest'ultima i nominativi degli Ufficiali autorizzati che essa ha designato ai sensi delle presenti disposizioni o i nomi delle imbarcazioni a bordo delle quali essi sono imbarcati.

4) Gli Ufficiali autorizzati vigilano affinché le disposizioni della Convenzione siano applicate, svolgono indagini e riferiscono i casi di infrazioni a tali disposizioni, assumono informazioni nei casi di danni, richiamano se necessario l'attenzione dei proprietari dei battelli delle Parti Contraenti sulle disposizioni della Convenzione, e collaborano a tali fini con gli Ufficiali autorizzati delle altre Parti Contraenti.

5) Allorché un Ufficiale autorizzato ha motivo di credere che un battello di una Parte Contraente qualunque non rispetta le disposizioni della Convenzione, egli può procedere all'identificazione del battello, fare in modo di ottenere da tale battello le informazioni necessarie e compilare un rapporto. Se il caso è abbastanza serio, egli può dare ordine al battello di fermarsi e, se si rivela necessario verificare i fatti, può salire a bordo per svolgere indagini e compilare un rapporto.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

6) Se un Ufficiale autorizzato ha motivo di credere che un battello o i suoi strumenti abbiano causato un danno a un altro battello o ai suoi strumenti e che tale incidente sia dovuto a un'infrazione alla Convenzione, egli può, nelle condizioni indicate al paragrafo precedente, dare a qualsiasi battello interessato l'ordine di fermarsi e salire a bordo per svolgere indagini e compilare un rapporto.

7) Gli Ufficiali autorizzati non devono dare a un battello da pesca l'ordine di fermarsi mentre sta pescando, calando a mare o ritirando le sue reti, salvo in caso d'urgenza per evitare avarie ad altri battelli o strumenti.

8) Gli Ufficiali autorizzati non spingeranno le loro indagini più in là di quanto non sia necessario per verificare se ci sia stata infrazione alle disposizioni della Convenzione o, se essi giudicano che vi sia stata un'infrazione, per ottenere informazioni circa i fatti, e si comporteranno in qualsiasi circostanza in modo da intervenire e da ostacolare i battelli il meno possibile.

9) Allorquando battelli o strumenti da pesca vengono danneggiati, gli Ufficiali autorizzati possono proporre di conciliare in mare gli interessati e, con il consenso delle Parti in causa, aiutarli ad addivenire a una composizione.

A richiesta delle Parti in causa, gli Ufficiali autorizzati stendono un atto indicante i termini della composizione cui si è addivenuti.

10) La resistenza opposta da parte di un battello alle disposizioni di un Ufficiale autorizzato viene considerata come resistenza all'autorità nazionale da cui dipende tale battello.

11) Le Parti Contraenti prendono in esame i rapporti degli Ufficiali autorizzati stranieri, compilati in applicazione delle presenti disposizioni, e danno seguito a tali rapporti come se emanassero dai loro propri Ufficiali. Le disposizioni del presente paragrafo non impongono alcun obbligo a una Parte Contraente di dare al rapporto di un Ufficiale autorizzato straniero una forza probante superiore a quella che tale rapporto avrebbe nel paese dell'Ufficiale da cui emana. Le Parti Contraenti collaborano per facilitare le procedure giudiziarie o, altre, avviate sulla base del rapporto compilato da un Ufficiale autorizzato in applicazione della presente Convenzione.

12) Gli Ufficiali autorizzati non esercitano il loro potere di salire a bordo di un battello di un'altra Parte Contraente qualora un Ufficiale autorizzato di tale Parte Contraente sia disponibile e si trovi in condizioni di farlo egli stesso.

ARTICOLO 10.

1) Qualsiasi Parte Contraente può proporre degli emendamenti agli Articoli della presente Convenzione. Il testo di ogni proposta di emendamento è indirizzato al Governo depositario che ne trasmette copia a tutte le Parti Contraenti e ai Governi firmatari. Ogni emendamento entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo la sua accettazione da parte di tutte le Parti Contraenti.

2) A richiesta di un quarto delle Parti Contraenti, il Governo depositario convoca una riunione delle Parti Contraenti per stabilire se

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

è il caso di emendare gli articoli della presente Convenzione. Gli emendamenti saranno adottati all'unanimità nel corso di detta riunione, saranno notificati dal Governo depositario a tutte le Parti Contraenti, ed entreranno in vigore il trentesimo giorno dopo la loro accettazione da parte di tutte le Parti Contraenti.

3) Le notifiche d'accettazione di tali emendamenti saranno indirizzate al Governo depositario.

ARTICOLO 11.

1) Qualsiasi Parte Contraente può proporre emendamenti agli Allegati della presente Convenzione. Il testo di ogni proposta di emendamento sarà indirizzato al Governo depositario, che ne trasmetterà copia a tutte le Parti Contraenti e ai Governi firmatari. Il Governo depositario informerà tutte le Parti Contraenti della data in cui ha ricevuto le notifiche d'accettazione di un emendamento dai due terzi delle Parti Contraenti. L'emendamento entrerà in vigore nei riguardi di tutte le Parti Contraenti il centocinquantesimo giorno dopo detta data, a meno che, entro un termine di centoventi giorni a decorrere da detta data, una Parte Contraente non notifichi al Governo depositario la propria opposizione all'emendamento, nel qual caso l'emendamento non entrerà in vigore.

2) A richiesta di tre Parti Contraenti, il Governo depositario convocherà una riunione delle Parti Contraenti per stabilire se è il caso di emendare gli Allegati della presente Convenzione. Un emendamento adottato in tale riunione dai due terzi delle Parti Contraenti rappresentate sarà notificato dal Governo depositario a tutte le Parti Contraenti, ed entrerà in vigore nei riguardi di tutte le Parti Contraenti il duecentodecimo giorno dopo la data di detta notifica, a meno che entro centottanta giorni a decorrere dalla data della notifica una Parte Contraente non notifichi al Governo depositario la propria opposizione all'emendamento, nel qual caso l'emendamento non entrerà in vigore.

ARTICOLO 12.

Le Parti Contraenti notificheranno al Governo depositario i nomi delle autorità competenti che esse hanno designato in applicazione delle disposizioni pertinenti della presente Convenzione. Il Governo depositario informerà le Parti Contraenti di tutte queste notifiche.

ARTICOLO 13.

1) Qualsiasi controversia fra due o più Parti Contraenti a proposito dell'interpretazione o dell'applicazione della presente Convenzione che non può essere regolata per via di negoziato viene, a richiesta di una delle Parti interessate, sottoposta ad arbitrato.

2) La richiesta di arbitrato preciserà l'oggetto del reclamo sottoposto ad arbitrato ed esporrà succintamente i motivi sui quali essa si fonda.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) A meno che le Parti in lite non concordino diversamente, dette Parti designeranno ciascuna un membro della Commissione d'arbitrato e sceglieranno di comune accordo un membro supplementare per assumerne la presidenza. La Commissione d'arbitrato delibererà sulle questioni che le vengono sottoposte a semplice maggioranza, e le sue decisioni sono obbligatorie per le Parti. Le altre modalità della procedura verranno stabilite da un accordo speciale fra le Parti.

4) Con deroga alle disposizioni del paragrafo 3), le Parti potranno convenire di sottoporre la controversia ad arbitrato secondo un'altra procedura in vigore fra di esse.

5) Se, entro i sei mesi successivi alla data di una richiesta di arbitrato, le Parti non avranno potuto mettersi d'accordo circa l'organizzazione di quest'ultimo, una qualunque delle Parti interessate potrà sottoporre la controversia (ai sensi del paragrafo 1, alla Corte Internazionale di Giustizia a mezzo di richiesta conforme agli statuti della Corte.

6) Con deroga alle disposizioni del paragrafo 1), le Parti potranno convenire di sottoporre direttamente la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia.

ARTICOLO 14.

1) Salvo nei casi previsti dai paragrafi 2) e 3) qui sotto, e dal paragrafo 3) dell'articolo 17, nessuna riserva alla presente Convenzione potrà essere fatta senza l'accordo delle Parti Contraenti e dei Governi firmatari. Un anno dopo l'entrata in vigore della Convenzione, sarà richiesto l'accordo delle sole Parti Contraenti.

2) Al momento della firma, della ratifica, dell'approvazione o dell'adesione, qualsiasi Stato può fare una riserva all'articolo 13 della presente Convenzione.

3) Qualsiasi Stato può, al momento della firma, della ratifica, dell'approvazione o dell'adesione, fare una riserva ai paragrafi 5) e 6) dell'articolo 9 nei riguardi di una o di più Parti Contraenti o Governi firmatari.

4) Qualsiasi Parte Contraente che ha fatto una riserva conformemente ai paragrafi precedenti o al paragrafo 3) dell'articolo 17 potrà in qualsiasi momento ritirare tale riserva indirizzando a tal fine una comunicazione al Governo depositario.

ARTICOLO 15.

La presente Convenzione sarà aperta alla firma a Londra dal 1º giugno al 30 novembre 1967. Essa sarà sottoposta a ratifica o ad approvazione. Gli strumenti di ratifica o d'approvazione saranno depositati il più rapidamente possibile presso il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord.

ARTICOLO 16.

- 1) La presente Convenzione entrerà in vigore il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del decimo strumento di ratifica o di approvazione.
- 2) In seguito, la Convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato il novantesimo giorno successivo alla data del deposito del suo strumento di ratifica o d'approvazione.

ARTICOLO 17.

- 1) Dopo l'entrata in vigore della Convenzione, qualsiasi Stato che non l'abbia ancora firmata può in qualsiasi momento aderirvi, previo accordo dei tre quarti delle Parti Contraenti e dei Governi firmatari. Un anno dopo l'entrata in vigore della Convenzione, è richiesto l'accordo soltanto dei tre quarti delle Parti Contraenti.
- 2) L'adesione si effettua con il deposito di uno strumento d'adesione presso il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord. La Convenzione entrerà in vigore, per ciascuno Stato che vi aderisce, il novantesimo giorno successivo al deposito del suo strumento d'adesione.
- 3) Prima dell'entrata in vigore della Convenzione nei riguardi di uno Stato che vi ha aderito in virtù del presente articolo, una Parte Contraente può in qualsiasi momento formulare una riserva ai paragrafi 5) e 6) dell'articolo 9 nei confronti di detto Stato.

ARTICOLO 18.

- 1) Qualsiasi Parte Contraente può, in occasione del deposito del proprio strumento di ratifica, d'approvazione o d'adesione, o in una qualunque data successiva, estendere la presente Convenzione, a mezzo di una dichiarazione indirizzata al Governo depositario, a uno dei territori o a tutti i territori di cui detta Parte Contraente assicura le relazioni internazionali. Le disposizioni della presente Convenzione entreranno in vigore per quello o per quei territori o il novantesimo giorno dopo la ricezione di tale dichiarazione, o alla data in cui entrerà in vigore la Convenzione in conformità con il paragrafo 1) dell'articolo 16, a seconda di quale delle due date sia la più lontana.
- 2) Qualsiasi dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo che precede può essere annullata nei riguardi di un territorio qualunque menzionato in detta dichiarazione, secondo la procedura prevista dall'articolo 19.

ARTICOLO 19.

In qualsiasi momento dopo la scadenza del quarto anno successivo all'entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con il paragrafo 1) dell'articolo 16, qualunque Parte Contraente può denunciarla a mezzo di notifica scritta indirizzata al Governo depositario.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Ogni notifica di tale genere entrerà in vigore dodici mesi dopo la data della sua ricezione. La Convenzione resterà in vigore fra le altre Parti.

ARTICOLO 20.

Alla sua entrata in vigore la presente Convenzione sarà registrata a cura del Governo depositario presso il Segretariato delle Nazioni Unite conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Londra il 1º giugno 1967 in lingua francese e inglese ciascun testo facente egualmente fede, in un unico esemplare originale che sarà depositato negli archivi del Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, il quale ne trasmetterà copia certificata conforme a ciascuno dei Governi firmatari o aderenti.

Per il Governo del Belgio:

J. V. D. BOSCH

Per il Governo del Canada:

C. S. A. RITCHIE

Per il Governo di Danimarca:

ERLING KRISTIANSEN

Per il Governo della Repubblica Francese:

G. DE COURCEL

Per il Governo della Repubblica Federale di Germania:

BLANKENHORN

Per il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

GEORGE BROWN

Per il Governo d'Irlanda:

J. G. MOLLOY

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Per il Governo d'Islanda:

GUDM. I. GUDMUNDSSON

Per il Governo d'Italia:

GASTONE GUIDOTTI

Per il Governo di Lussemburgo:

Per il Governo della Norvegia:

ARNE SKAUG

*Per il Governo dei Paesi Bassi,
per il Regno in Europa:*

D. W. VAN LYNDEN

Per il Governo della Repubblica Popolare di Polonia:

Il Governo della Repubblica Popolare di Polonia non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 13, che prevedono che qualsiasi disputa tra due o più Governi Contraenti riguardo all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione possa, su richiesta di una qualsiasi delle Parti della disputa, essere sottoposta ad arbitrato o presentato per la soluzione davanti alla Corte Internazionale di Giustizia.

Il Governo della Repubblica Popolare di Polonia dichiara che sotterrà la disputa ad arbitrato come pure la presenterà davanti alla Corte Internazionale di Giustizia con il consenso di tutte le parti interessate nella disputa in ogni singolo caso.

Il Governo della Repubblica Popolare di Polonia non si considera vincolato dalle disposizioni dell'articolo 9, paragrafi 5) e 6) della Convenzione relative a quei Governi firmatari e Contraenti con cui la Repubblica Popolare di Polonia non intrattiene relazioni diplomatiche.

M. FILA

Per il Governo del Portogallo:

MANUEL ROCHETA

Per il Governo della Spagna:

Con riserva riguardo al paragrafo 5) dell'articolo 13 e paragrafi 5) e 6) dell'articolo 9, applicabili a tutte le Parti Contraenti e ai Governi firmatari, come pure a quei Governi che in futuro aderiranno alla Convenzione in conformità all'articolo 17 ivi contenuto.

SANTA CRUZ

Per il Governo degli Stati Uniti d'America:

RAYMUND T. YINGLING

Per il Governo di Svezia:

Con riserva di ratifica mediante approvazione del Riksdag

GUNNAR FAGRELL

Per il Governo dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Clausola per l'articolo 13:

Il Governo dell'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche ritiene che il deferimento al Tribunale Internazionale di qualsiasi controversia fra due o più Parti Contraenti relativamente all'interpretazione e all'applicazione della Convenzione può avere luogo solo con il consenso di tutte le Parti Contraenti che intervengono nella controversia.

A. ISKOV

ALLEGATO I.

ZONA D'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE

La presente Convenzione si applica alle acque dell'Oceano Atlantico, dell'Oceano Artico e dei loro mari tributari situati all'esterno della linea di base del mare territoriale e comprese entro la zona delimitata:

a) a Sud, da una linea tracciata diritto verso Ovest lungo il 36° di latitudine Nord fino al 42° di longitudine Ovest, da qui diritto verso Sud fino al 35° di latitudine Nord, e da qui diritto verso Ovest lungo il 35° di latitudine Nord;

b) a Ovest, da una linea tracciata verso Sud, a partire da un punto situato sulla Costa della Groenlandia sul 78°10' di latitudine Nord fino a un punto situato sul 75° di latitudine Nord e sul 73°30' di longitudine Ovest; da qui, lungo una linea romboidale fino a un punto situato sul 69° di latitudine Nord e sul 59° di longitudine Ovest; da qui diritto verso Sud fino al 61° di latitudine Nord; da qui diritto verso Ovest fino al 64°30' di longitudine Ovest; da qui diritto verso Sud fino alla costa del Labrador; e da qui verso Sud lungo la costa dell'America del Nord;

c) a Est, dal 51° di longitudine Est, ma con l'esclusione:

i) del Mar Baltico e dei Belts situati a Sud e a Est delle linee tracciate da Hasenore Head a Gniben Point e da Gilbierg Head a Kullen; e

ii) del Mar Mediterraneo e dei suoi mari tributari fino al meridiano del 5° 36' di longitudine Ovest.

ALLEGATO II.

IDENTIFICAZIONE E CONTRASSEGNO DEI BATTLELLI DA PESCA
E DEGLI STRUMENTI DA PESCA

NORMA 1.

1) La lettera o le lettere della circoscrizione marittima o del porto in cui ciascun battello da pesca è immatricolato nonché il suo numero d'immatricolazione saranno dipinte sui due lati anteriori del battello e potranno anche essere dipinte sulla parte superiore del battello in modo da essere chiaramente visibili da un osservatore aereo.

2) Il nome del battello da pesca, se ne ha uno, e il nome della circoscrizione marittima o del porto in cui è immatricolato saranno dipinti sul battello, in modo da essere chiaramente visibili.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) I nomi, lettere e numeri scritti su un battello avranno dimensioni tali da essere facilmente riconoscibili; è proibito cancellarli, modificarli, renderli illeggibili, coprirli o nasconderli.

4) Le imbarcazioni e, quando ciò è possibile, tutto il materiale da pesca, saranno contrassegnati con la o con le lettere e con il numero del battello al quale esse appartengono. La proprietà delle reti o di altro materiale da pesca può essere precisata con dei contrassegni particolari.

NORMA 2.

1) Ciascun battello da pesca deve avere a bordo un documento ufficiale, redatto dalle autorità competenti del suo paese, recante il nome del battello se ne ha uno, la sua descrizione, la sua nazionalità, la sua o le sue lettere d'immatricolazione e il nome o i nomi o la ragione sociale del suo proprietario.

2) Ciascun battello da pesca deve avere a bordo una bandiera nazionale in buono stato che verrà esibita a richiesta delle autorità competenti.

3) È proibito dissimulare in una qualsiasi maniera la nazionalità di un battello da pesca.

ALLEGATO III.

SEGNALI SUPPLEMENTARI DA UTILIZZARE
DA PARTE DEI BATELLI DA PESCA

NORMA 1.

Disposizioni generali.

1) Le norme del presente Allegato sono destinate ad evitare danni agli strumenti da pesca o incidenti nel corso delle operazioni di pesca; esse non pregiudicano in nulla le disposizioni del Regolamento Internazionale per prevenire gli abbordi in mare che devono essere applicate se del caso.

2) I fanali stabiliti dalle presenti Norme saranno utilizzati con qualsiasi tempo, dal tramonto all'alba quando i battelli pescano in flotta. Tali fanali possono anche essere accesi dall'alba al tramonto, in caso di visibilità ridotta e in tutte le altre circostanze che lo rendessero necessario. Nei casi previsti più sopra è proibito accendere altri fanali se non quelli prescritti dal Regolamento Internazionale per prevenire gli abbordi in mare e quelli che non possono essere confusi con i fanali regolamentari o che non alterano la loro visibilità né il loro carattere distintivo, o infine che non possono nuocere allo svolgimento di una veglia adeguata.

3) Ai fini delle presenti norme, i termini usati hanno lo stesso significato di quello che figura nel Regolamento Internazionale per prevenire gli abbordi in mare, eccettuato quello di « battello da pesca » il cui senso è specificato nell'Articolo 1 2) della Convenzione.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) I fanali menzionati nel presente Allegato devono essere posti nei punti in cui sono più visibili. Devono essere separati da un intervallo di almeno 0,92 m. (3 piedi) ma a un livello più basso dei fanali prescritti dalla Norma 9 (c), (i) e (d) del Regolamento Internazionale per prevenire gli abbordi in mare del 1960. Essi devono essere visibili, per quanto possibile su tutto l'orizzonte, e a una distanza di almeno un miglio, e la loro intensità deve essere inferiore a quella dei fanali prescritti dalla Norma 9 (b) di detto Regolamento.

NORMA 2.

Segnali per la pesca con la rete a strascico e con le reti derivanti.

1) I battelli da pesca che hanno in corso la pesca con la rete a strascico con delle reti da fondo o pelagiche devono accendere:

- i) Quando mettono la rete a strascico a mare:
due fanali bianchi verticali sovrapposti;
- ii) Quando ritirano la loro rete a strascico:
un fanale bianco posto in verticale sopra un fanale rosso;
- iii) Quando la rete a strascico è agganciata da un ostacolo:
due fanali rossi verticali sovrapposti.

2) I battelli da pesca che si dedicano alla pesca con le reti derivanti possono usare i fanali prescritti nel Paragrafo 1) più sopra.

3) I battelli da pesca che si dedicano alla pesca con la rete a strascico a due devono mostrare:

- i) di giorno, la bandiera « T » — « Non vi avvicinate. Sto effettuando la pesca con la rete a strascico a due », issata sull'albero anteriore;
- ii) di notte, un riflettore che illumina in avanti e in direzione dell'altro battello che sta in coppia;
- iii) Quando mettono le loro reti a mare o le ritirano o quando le loro reti sono trattenute da un ostacolo: i fanali prescritti nel Paragrafo 1) più sopra.

4) I battelli da pesca di una lunghezza inferiore a 19,80 m. (65 piedi) possono essere esentati dall'applicazione delle disposizioni della presente Norma. Tutte queste eccezioni e le zone più frequentate dai battelli da pesca esentati, saranno oggetto di una notifica alle autorità competenti delle Parti Contraenti che potrebbero essere interessate.

NORMA 3.

Segnali luminosi per la pesca a circuizione.

1) I pescherecci che stanno effettuando la pesca a circuizione devono accendere due fanali arancioni verticali sovrapposti. Tali fanali si accenderanno alternativamente circa una volta al secondo in modo che il fanale inferiore sia spento quando si accende il fanale superiore e viceversa. Tali fanali si accenderanno soltanto quando la libertà di manovra di un battello è disturbata dai suoi strumenti da pesca, in modo da avvertire gli altri battelli che devono tenersi alla larga.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) I battelli da pesca di una lunghezza inferiore a 25,90 m. (85 piedi) possono essere esentati dall'applicazione delle disposizioni della presente Norma. Tutte queste eccezioni e le zone più frequentate dai battelli da pesca esentati, saranno oggetto di una notifica alle autorità competenti delle Parti Contraenti che potrebbero essere interessate.

NORMA 4.

Segnali sonori.

È proibito utilizzare segnali sonori diversi da quelli prescritti dal Regolamento internazionale per prevenire gli abbordi in mare e dal Codice internazionale dei segnali.

ALLEGATO IV.

CONTRASSEGNO DELLE RETI, DELLE LENZE
E DI ALTRI STRUMENTI DA PESCA

NORMA 1.

Strumenti posti a mare.

1) Le reti, le lenze e altri strumenti da pesca posti a mare sono muniti di segnali alle loro estremità, di giorno a mezzo di boe con bandiera o con riflettore radar; di notte, a mezzo di boe luminose che permettano di individuare la loro posizione e la loro estensione. Tali boe luminose devono essere visibili da una distanza di almeno due miglia in condizioni di buona visibilità.

2) Di giorno una boa situata all'estremità Ovest (avendo localizzato l'Ovest nei due quadranti Sud-Ovest e Nord-Ovest della bussola, compreso il Nord) di uno strumento spiegato orizzontalmente in mare recherà due bandiere poste l'una sopra all'altra oppure una bandiera e un riflettore radar; la boa situata all'estremità Est (avendo localizzato l'Est nei due quadranti Nord-Est e Sud-Est della bussola, compreso il Sud) recherà una bandiera o un riflettore radar. Di notte, la boa situata all'estremità Ovest reca due fanali bianchi e la boa situata all'estremità Est un solo fanale bianco. Una boa supplementare recante, di giorno, una bandiera o un riflettore radar e, di notte, un fanale bianco, può essere posta da 70 a 100 metri di distanza da ciascuna boa terminale al fine di indicare la direzione dello strumento.

3) Gli strumenti che si estendono su una distanza superiore a un miglio sono segnalati mediante boe supplementari poste a intervalli di un miglio al massimo, in modo che ogni parte di uno strumento che si estende fino a un miglio o oltre sia segnalata. Di giorno, ciascuna boa è munita di una bandiera o di un riflettore radar; di notte, il maggior numero possibile di boe sono munite di un fanale bianco. La distanza fra due boe luminose delimitanti lo stesso strumento da pesca non deve in alcun caso superare le due miglia.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) L'estremità di uno strumento fissato a un battello da pesca non ha bisogno di essere segnalata.

5) L'asta della bandiera di una boa s'innalzerà di almeno due metri al di sopra della boa.

NORMA 2.

Strumenti derivanti.

1) Le reti o le lenze derivanti in mare sono segnalate ad ogni estremità e ad intervalli non superiori alle 2 miglia, a mezzo di boe munite di un'asta che si innalza di almeno due metri al di sopra della boa. L'asta recherà, di giorno, una bandiera o un riflettore radar; e di notte, un fanale bianco visibile a una distanza di almeno 2 miglia in condizioni di buona visibilità.

2) Non è necessario segnalare con una boa l'estremità di uno strumento fissato a un battello da pesca.

ALLEGATO V.

NORME APPLICABILI ALLE MANOVRE DEI BATTELLI

NORMA 1.

Ferma restando l'osservanza del Regolamento Internazionale per prevenire gli abbordi in mare, tutti i battelli dovranno manovrare in modo da non disturbare le operazioni dei battelli da pesca e da non ostacolare i loro strumenti.

NORMA 2.

I battelli che arrivano su dei luoghi di pesca dove dei battelli da pesca stanno già effettuando la pesca o hanno disposto a tal fine i loro strumenti, dovranno informarsi sulla posizione e sull'estensione degli strumenti già posti in mare, e non dovranno mettersi o disporre i loro strumenti in maniera da disturbare o intralciare le attività da pesca già in corso.

NORMA 3.

È proibito a un battello di ormeggiare o di stazionare in punti in cui è in corso la pesca, se ciò può disturbare le operazioni di pesca, salvo in caso di necessità per le proprie operazioni di pesca o in seguito a un incidente o ad altre circostanze di forza maggiore.

NORMA 4.

Salvo in caso di forza maggiore, è proibito ai battelli di gettare in mare oggetti o materie suscettibili di nuocere alla pesca o ai pesci o di danneggiare gli strumenti o i battelli da pesca.

NORMA 5.

È proibito ai battelli di utilizzare o di avere a bordo esplosivi destinati alla pesca del pesce.

NORMA 6.

Al fine di evitare di danneggiarli, i pescherecci o altri battelli da pesca i cui strumenti sono in azione, dovranno prendere tutte le possibili misure per evitare le reti, lenze o altri strumenti che non sono rimorchiati.

NORMA 7.

1) Allorché delle reti appartenenti a dei battelli da pesca si trovano aggrovigliate le une alle altre, è proibito tagliarle senza il consenso delle parti interessate, a meno che sia impossibile di liberarle diversamente.

2) Allorché le lenze di più battelli che stanno effettuando la pesca si trovano aggrovigliate, il battello che ritira le lenze non le taglierà se non nel caso sia impossibile liberarle diversamente. In tal caso, le lenze che sono state tagliate saranno, nella misura del possibile, riallacciate immediatamente.

3) Salvo in caso di salvataggio e nei casi menzionati nei due paragrafi precedenti, è proibito a qualsiasi pescatore tagliare, incrociare o sollevare le reti, lenze o altri strumenti che non gli appartengono o ammarrarvisi.

4) Un battello che urta o dissesta in qualche altra maniera uno strumento che non gli appartiene, dovrà prendere tutte le misure necessarie per ridurre al minimo i danni che potrebbero essere causati allo strumento. Il battello da pesca al quale appartiene lo strumento dovrà, dal canto suo, evitare qualsiasi azione che rischi di aggravare il danno.

ALLEGATO VI.**NORME APPLICABILI AGLI UFFICIALI AUTORIZZATI**

1) Ogni Ufficiale autorizzato deve essere portatore di un documento d'identità redatto in francese e in inglese nonché nella lingua dell'Ufficiale autorizzato se essa è diversa. Tale documento è del modello approvato dalle Parti Contraenti su proposta del Governo depositario.

2) Per dare l'ordine di fermarsi, gli Ufficiali autorizzati utilizzano il segnale corrispondente del Codice Internazionale dei Segnali.

3) Salendo a bordo di un battello, ogni Ufficiale autorizzato esibirà il documento ufficiale attestante la sua qualità.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4) Salendo a bordo di un battello, ogni Ufficiale autorizzato può domandare al proprietario di quest'ultimo di produrre il documento menzionato nella Norma 2 (1) dell'Allegato II. Tale esibizione sarà annotata immediatamente dall'Ufficiale autorizzato sia sul documento prodotto, sia su un altro documento ufficiale di bordo.

5) Ogni volta che un Ufficiale autorizzato sale a bordo di un battello, egli redigerà sul modello previsto dall'Appendice un rapporto indicante le circostanze in cui egli è stato indotto a salire a bordo e le notizie che egli ha ottenuto.

6) Il rapporto sarà redatto nella lingua dell'Ufficiale autorizzato e mostrato al proprietario del battello visitato affinché questi possa aggiungere nella sua lingua quell'osservazione che lui stesso o un membro del suo equipaggio desidera fare. L'Ufficiale autorizzato firmerà il rapporto alla presenza del proprietario del battello e gliene darà una copia. Un'altra copia sarà inviata all'autorità competente del paese della nazionalità del battello visitato. Nel caso in cui sia stato commesso un danno, copie del rapporto saranno anche inviate alle autorità competenti delle altre Parti interessate.

7) Allorché un Ufficiale autorizzato constata che un battello contravviene alle disposizioni della Convenzione, egli può renderne conto alle autorità competenti del paese della nazionalità del battello, dopo aver cercato di preavvertire il battello in questione, tramite segnali o un qualsiasi altro mezzo di comunicazione, della sua intenzione di segnalare l'infrazione. Se egli dà a un battello l'ordine di fermarsi ma non sale a bordo, egli renderà conto all'autorità competente del paese della nazionalità del battello.

8) Le navi che hanno a bordo degli Ufficiali autorizzati, e che possono essere battelli ai sensi del paragrafo 2) dell'Articolo 1, inalberano un'insegna o una bandiera speciale. Tale insegna o bandiera speciale sono del modello approvato dalle Parti Contraenti su proposta del Governo depositario. Gli Ufficiali autorizzati esercitano i loro poteri in applicazione delle disposizioni del paragrafo 5) e 6) dell'Articolo 9 ed entrano in comunicazione con i battelli solo cominciando dalle navi di superficie.

APPENDICE.**RAPPORTO PRESCRITTO DAL PARAGRAFO 5 DELL'ALLEGATO VI
DELLA CONVENZIONE**

(Cancellare tutte le menzioni inutili).

UFFICIALE AUTORIZZATO

(Da compilare in stampatello)

1. Nome e nazionalità.
2. Nome della nave a bordo della quale è imbarcato.

POSIZIONE, DATA E ORA DELL'INCIDENTE

- 3.

DISPOSIZIONI DELLA CONVENZIONE IN CAUSA

- 4.

NOTIZIE SU CIASCUN BATTELLO IN CAUSA

Di ordine generale.

5. Nazionalità.
6. Nome e numero di registrazione del battello.
7. Nome del proprietario.
8. Nome e indirizzo dell'armatore.
9. Posizione del battello, data e ora in cui l'Ufficiale autorizzato è salito a bordo.

Al momento dell'incidente.

10. Strumenti da pesca utilizzati.
11. Il battello era fermo, ormeggiato; diversamente, direzione e velocità approssimative.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

12. Segnali o fanali messi in funzione, segnali sonori emessi.
13. Avvertimenti dati all'altro battello (o agli altri battelli).
14. Direzione in cui lo strumento era stato messo a mare o si trovava collocato.
15. Estensione orizzontale dello strumento partendo dal battello.

CONDIZIONI AL MOMENTO DELL'INCIDENTE

16. Visibilità.
17. Forza e direzione del vento.
18. Stato del mare e della marea; direzione e forza delle correnti.
19. Altri elementi.
20. Descrivere, se del caso con l'ausilio di uno schizzo, le posizioni relative dei battelli e degli strumenti.
21. Contrassegno di ogni strumento in causa ormeggiato o alla deriva.

NOTIZIE COMPLEMENTARI

22. Descrizione dettagliata dello strumento perduto o danneggiato, compreso il suo stato.
23. Resoconto dettagliato dell'incidente.
24. Osservazioni dell'Ufficiale autorizzato.
25. Dichiarazioni dei testimoni.
26. Dichiarazioni dei proprietari dei battelli in causa.
27. Menzione delle fotografie prese e dei loro soggetti (le fotografie saranno allegate al rapporto sottoposto all'autorità nazionale del battello).

Firma dell'Ufficiale autorizzato

Il rapporto di cui sopra è stato redatto e firmato in nostra presenza da parte dell'Ufficiale autorizzato.

Firme dei Proprietari dei battelli

Firme dei Testimoni